

Développement local dans le Djoloff (Sénégal) : contraintes structurelles, valorisation des ressources territoriales et perspectives de développement durable

Local Development in Djoloff (Senegal): Structural Constraints, Valorisation of Territorial Resources and Prospects for Sustainable Development

Mor GASSAMA

Enseignant-chercheur

Institut National Supérieur de l'Éducation Populaire et du Sport (INSEPS)

Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) - Sénégal

Laboratoire STAPS-JL (Sénégal)

Date de soumission : 16/05/2026

Date d'acceptation : 17/07/2026

Pour citer cet article :

GASSAMA. M. (2026) « Développement local dans le Djoloff (Sénégal) : contraintes structurelles, valorisation des ressources territoriales et perspectives de développement durable », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 7 : Numéro 8 » pp : 421- 443.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons

Attribution License 4.0 International License



Résumé

Cette recherche s'intéresse aux conditions dans lesquelles les ressources territoriales du Djoloff, région sahélienne du Sénégal dotée d'un fort potentiel agro-pastoral mais confrontée à une pauvreté persistante, pourraient être mieux valorisées. En croisant l'économie territoriale (Pecqueur), la gouvernance des biens communs (Ostrom) et l'approche par les capacités (Sen), l'étude propose une lecture d'ensemble des liens entre ressources, gouvernance et développement local, à partir de données secondaires (ANSD, BCEAO, ANAT, Banque mondiale, FAO, PNUD) couvrant 2014-2023. Les résultats font apparaître un paradoxe territorial : l'abondance des ressources agro-pastorales et culturelles du Djoloff contraste avec une faible rétention locale de la valeur ajoutée, du fait des déficits d'infrastructures, de l'accès limité au financement et d'une gouvernance encore peu coordonnée. L'étude confirme les hypothèses formulées et propose cinq axes stratégiques – labellisation territoriale, énergie, digitalisation, inclusion financière et gouvernance – pour un développement local plus durable et plus résilient.

Mots clés : Développement territorial ; gouvernance territoriale ; ressources territoriales ; valorisation économique ; Djoloff (Sénégal).

Abstract

This research looks at the conditions under which the territorial resources of Djoloff, a Sahelian region of Senegal with strong agro-pastoral potential but persistent poverty, could be better harnessed. Drawing together territorial economics (Pecqueur), commons governance (Ostrom) and the capability approach (Sen), the study offers a broad reading of how resources, governance and local development interact, based on secondary data (ANSD, BCEAO, ANAT, World Bank, FAO, UNDP) covering 2014-2023. The findings point to a territorial paradox: Djoloff's abundant agro-pastoral and cultural resources sit alongside weak local retention of added value, owing to infrastructure deficits, limited financing and poorly coordinated territorial governance. The study confirms its research hypotheses and proposes five strategic pillars – territorial labelling, energy, digitalisation, financial inclusion and governance – to make local development more sustainable and resilient.

Keywords : Local development; territorial governance; territorial resources ; economic valorisation ; Djoloff (Senegal).

Introduction

On présente volontiers le développement local comme l'un des principaux leviers pour réduire les disparités entre territoires et construire une croissance plus inclusive. Les limites des politiques centralisées ont d'ailleurs poussé les pouvoirs publics à s'intéresser davantage à la valorisation des ressources propres à chaque territoire, à la gouvernance locale et à l'implication des acteurs de terrain dans les dynamiques de développement (Pecqueur, 2005 ; Courlet, 2008 ; Torre & Wallet, 2014). Il s'agit là d'une manière renouvelée de penser le développement : un territoire progresse dans la mesure où il parvient à mobiliser ce qui lui est propre, à gagner en compétitivité et à inscrire son économie dans la durée.

Au Sénégal, les politiques de décentralisation et d'aménagement du territoire ont certes progressé, mais l'écart entre villes et campagnes reste marqué. Les régions sahéliennes cumulent en particulier plusieurs handicaps : infrastructures insuffisantes, vulnérabilité climatique, pauvreté, chômage des jeunes, accès difficile aux services financiers. Autant de contraintes qui freinent la valorisation du potentiel économique local et retardent l'émergence d'un développement territorial durable.

Le **Djolo**, au cœur de la région de Louga, illustre bien cette situation. La zone dispose de ressources agro-pastorales importantes, d'un patrimoine culturel riche et d'une tradition d'élevage bien ancrée, de quoi soutenir un développement fondé sur ses propres ressources. Mais ce potentiel reste largement sous-exploité : réseau de transport et de commercialisation défaillant, accès au financement restreint, faible transformation des productions locales, effets du changement climatique et gouvernance territoriale encore balbutiante.

La littérature sur le développement local en Afrique subsaharienne converge sur un point : la croissance d'un territoire tient moins à la richesse de ses ressources naturelles qu'à sa capacité à organiser une gouvernance efficace, à faire coopérer acteurs publics et privés, et à construire des chaînes de valeur créatrices d'emplois (Ostrom, 1990 ; Rodrik, 2004 ; Sen, 1999 ; Barca, McCann & Rodríguez-Pose, 2012). Le développement territorial apparaît ainsi comme le produit d'une combinaison de facteurs : ressources spécifiques, institutions locales, infrastructures, capital humain et capacité d'innovation.

Or, malgré son poids économique et social, le Djolo reste peu étudié. Les travaux disponibles portent surtout sur ses dimensions pastorales, environnementales ou agricoles, prises isolément, sans vraiment croiser ressources territoriales, gouvernance locale et développement économique. C'est cette lacune que la présente recherche cherche à combler, en s'appuyant sur

les outils de l'économie territoriale pour identifier ce qui pourrait engager le territoire dans une trajectoire plus durable.

La problématique centrale de cette recherche est la suivante :

Dans quelle mesure les ressources territoriales du Djoloff peuvent-elles être mobilisées comme levier de développement local durable malgré les contraintes institutionnelles, économiques, infrastructurelles et environnementales qui caractérisent ce territoire sahélien ?

Pour répondre à cette question, l'étude poursuit trois objectifs principaux :

- analyser les potentialités économiques et territoriales du Djoloff ;
- identifier les principales contraintes qui limitent leur valorisation ;
- proposer des orientations stratégiques susceptibles de renforcer le développement local durable.

Sur le plan méthodologique, la recherche repose sur une démarche qualitative construite à partir d'une analyse documentaire approfondie de données scientifiques, institutionnelles et statistiques portant sur le territoire étudié, de quoi croiser les sources et construire une lecture d'ensemble des dynamiques à l'œuvre.

L'article s'organise en cinq temps : revue de littérature et cadre théorique d'abord, méthodologie ensuite, puis analyse des ressources et des contraintes du Djoloff, discussion des résultats à la lumière des travaux antérieurs, et enfin recommandations pour une stratégie de développement territorial durable, avant la conclusion.

1. Problématique, questions de recherche et hypothèses

Problématique

Le développement local s'est imposé comme une voie privilégiée pour réduire les inégalités entre territoires et construire une croissance inclusive fondée sur les ressources propres à chaque espace. À la différence des modèles exogènes, qui misent avant tout sur l'investissement public ou les transferts extérieurs, l'approche territoriale parie sur la capacité des acteurs locaux à mobiliser ce qui leur est spécifique, à coopérer et à se construire des avantages compétitifs durables (Pecqueur, 2005 ; Courlet, 2008 ; Torre & Wallet, 2014).

Au Sénégal, la décentralisation a donné aux collectivités territoriales davantage de responsabilités en matière de développement économique. Cela n'empêche pas de nombreux territoires ruraux de rester prisonniers de contraintes structurelles – déficit d'infrastructures, faible diversification économique, accès limité aux services financiers, changement climatique,

gouvernance encore fragile – qui les empêchent de transformer leurs ressources en véritables moteurs de croissance.

Le **Djoloff** en est une bonne illustration. Ses ressources agro-pastorales, son patrimoine culturel reconnu et son potentiel économique réel peinent à se traduire en richesse et en emplois durables. D'où la question centrale de cette recherche : que faudrait-il pour mieux valoriser les ressources de ce territoire ?

Dès lors, la problématique de cette recherche peut être formulée ainsi :

Dans quelle mesure les ressources territoriales du Djoloff peuvent-elles être mobilisées et valorisées afin de favoriser un développement local durable, dans un contexte marqué par des contraintes institutionnelles, économiques, infrastructurelles et environnementales ?

Questions de recherche

Cette problématique se décline en une question principale et quatre questions spécifiques.

Question principale

Dans quelle mesure les ressources territoriales du Djoloff peuvent-elles constituer un levier de développement local durable ?

Questions spécifiques

- Quelles sont les principales ressources économiques, sociales, culturelles et environnementales du territoire du Djoloff ?
- Quels sont les principaux obstacles à leur valorisation ?
- Quel rôle jouent les institutions locales, les infrastructures et la gouvernance territoriale dans le développement du Djoloff ?
- Quelles stratégies permettraient de renforcer durablement le développement économique et social du territoire ?

Objectifs de la recherche

Objectif général

Analyser les conditions de valorisation des ressources territoriales du Djoloff afin d'identifier les leviers susceptibles de promouvoir un développement local durable.

Objectifs spécifiques

L'étude vise à :

- réaliser un diagnostic des potentialités territoriales du Djoloff ;
- identifier les contraintes qui freinent le développement local ;
- analyser le rôle des acteurs et de la gouvernance territoriale ;

- proposer des orientations stratégiques favorisant une meilleure valorisation des ressources locales.

Hypothèses de recherche

La recherche repose sur l'hypothèse générale suivante :

Hypothèse générale

La valorisation durable des ressources territoriales du Djoloff dépend de l'amélioration de la gouvernance locale, du renforcement des infrastructures économiques et sociales, ainsi que d'une meilleure coordination entre les acteurs publics, privés et communautaires.

Cette hypothèse générale est déclinée en quatre hypothèses spécifiques.

H1 : Les déficits d'infrastructures de transport, d'énergie et de services de base limitent la valorisation des ressources territoriales et freinent le développement économique local.

H2 : La faiblesse de la gouvernance territoriale et de la coordination entre les acteurs réduit l'efficacité des politiques locales de développement.

H3 : L'amélioration de l'accès au financement, à l'innovation et aux marchés renforce les performances des activités agro-pastorales et entrepreneuriales du territoire.

H4 : La mise en œuvre d'une stratégie intégrée de développement territorial fondée sur la valorisation des ressources locales favorise un développement économique plus inclusif, durable et résilient.

Contribution scientifique de la recherche

Cette étude apporte trois contributions à la littérature sur le développement territorial. Elle propose d'abord une analyse intégrée des interactions entre ressources territoriales, gouvernance locale et dynamiques de développement, dans un territoire sahélien resté à l'écart de la recherche. Elle mobilise ensuite les outils de l'économie territoriale pour comprendre à quelles conditions les ressources locales deviennent des facteurs de compétitivité et de durabilité. Elle débouche enfin sur des recommandations opérationnelles, destinées à éclairer les décideurs publics, les collectivités territoriales et les partenaires au développement dans la conception de politiques adaptées aux spécificités du Djoloff.

2. Revue de littérature

2.1. Le développement local : une approche fondée sur les ressources territoriales

Le développement local s'est peu à peu imposé comme une alternative aux modèles descendants (top-down) qui ont longtemps dominé la réflexion sur le développement. Dès les années 1980, plusieurs travaux montrent que la croissance durable d'un territoire tient moins aux transferts

de ressources venus de l'extérieur qu'à la capacité de ses acteurs à valoriser ce qui leur est propre et à construire des dynamiques collectives (Aydalot, 1986 ; Benko & Lipietz, 1992 ; Pecqueur, 2005).

Pour Pecqueur (2005), un territoire n'est pas qu'un espace géographique : c'est une construction sociale, née des interactions entre acteurs économiques, institutions et ressources locales. Ses ressources ne deviennent des facteurs de compétitivité qu'à condition d'être identifiées, organisées et valorisées collectivement, ce qui dépasse largement la seule dotation en ressources naturelles pour englober les dimensions institutionnelles, culturelles et relationnelles du développement.

Courlet (2008) va dans le même sens : le développement territorial dépend de la capacité d'un territoire à produire des avantages compétitifs qui lui sont propres, grâce à la coopération entre acteurs publics, privés et communautaires. Les collectivités territoriales y occupent une place centrale, en coordonnant ces acteurs et en créant un environnement propice à l'investissement et à l'innovation.

Torre et Wallet (2014) confirment ce constat : la gouvernance territoriale est un facteur déterminant de la performance économique locale, dans la mesure où elle facilite la coordination des initiatives, réduit les coûts de transaction et rend les politiques publiques plus efficaces.

2.2. Gouvernance territoriale et développement économique

La gouvernance est aujourd'hui reconnue comme l'un des déterminants majeurs du développement territorial. Ostrom (1990) l'a montré à propos des ressources communes : leur gestion durable suppose des institutions locales capables de fixer des règles collectives et de faire coopérer les acteurs.

Rodrik (2004) insiste, de son côté, sur le lien direct entre qualité des institutions et croissance économique, en particulier dans les pays en développement : les territoires dotés d'institutions solides attirent plus facilement les investissements et soutiennent mieux l'innovation et l'entrepreneuriat.

North (1990) arrive à une conclusion voisine : en encadrant les interactions entre agents économiques, les institutions réduisent l'incertitude, ce qui favorise l'émergence de marchés plus efficaces et sécurise les investissements.

En contexte africain, plusieurs études pointent les mêmes limites : faiblesse institutionnelle, capacités administratives réduites, difficultés de coordination – autant de freins majeurs au développement local (Banque mondiale, 2023 ; Banque africaine de développement, 2024).

2.3. Valorisation des ressources territoriales et création de valeur

La littérature récente met l'accent sur le rôle des ressources territoriales dans la création de valeur. Colletis et Pecqueur (1993) distinguent à ce titre les ressources génériques, aisément transférables d'un lieu à l'autre, des ressources spécifiques, ancrées dans les caractéristiques propres d'un territoire et sources d'avantages concurrentiels difficilement copiables.

Porter (1998), pour sa part, souligne le rôle des clusters territoriaux dans la compétitivité des économies locales : en se concentrant géographiquement, entreprises, institutions et compétences génèrent des économies d'agglomération et facilitent l'innovation et la diffusion des connaissances.

Dans les territoires ruraux, valoriser les chaînes de valeur agricoles et pastorales reste l'un des leviers de développement les plus efficaces (FAO, 2023) : de meilleures infrastructures, davantage de transformation locale et un accès facilité aux marchés permettent aux producteurs de capter une part plus importante de la valeur ajoutée.

Appliqué au Djoloff, ce constat ouvre des pistes concrètes : les ressources agro-pastorales, le patrimoine culturel et les savoir-faire locaux constituent autant d'actifs territoriaux sur lesquels pourrait s'appuyer une stratégie de diversification économique et d'entrepreneuriat.

2.4. Développement durable et résilience des territoires ruraux

Le changement climatique et la succession des crises économiques ont ravivé l'intérêt pour la résilience des territoires. Le Rapport Brundtland (1987) en donne la définition la plus citée : le développement durable est celui qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.

Sen (1999) propose une lecture différente : le développement est avant tout un processus d'élargissement des libertés réelles et des capacités des individus, ce qui suppose l'accès à l'éducation, à la santé, aux infrastructures et aux opportunités économiques.

Plus récemment, Barca, McCann et Rodríguez-Pose (2012) plaident pour des politiques publiques territorialisées (place-based approach), calées sur les spécificités économiques, sociales et institutionnelles de chaque territoire, une perspective qui parle particulièrement aux espaces ruraux sahéliens comme le Djoloff.

La Banque mondiale (2023) et le PNUD (2024) arrivent à des conclusions similaires : la résilience des territoires africains passe par la diversification des activités économiques, le renforcement de la gouvernance locale et un meilleur accès aux infrastructures et aux services financiers.

2.5. Synthèse critique de la littérature et positionnement de l'étude

Cette revue de littérature met en évidence un développement territorial qui résulte d'une interaction complexe entre ressources locales, qualité des institutions, infrastructures, gouvernance et capacités des acteurs. Pecqueur (2005), Courlet (2008), Ostrom (1990) ainsi que Torre et Wallet (2014) s'accordent sur un point : les ressources territoriales ne créent de la valeur que si elles s'inscrivent dans un cadre institutionnel favorable.

Ce constat théorique reste cependant peu appliqué au Djoloff : la recherche sur le développement territorial est abondante, mais rares sont les études qui en proposent une lecture intégrée pour ce territoire précis. Les travaux existants s'arrêtent le plus souvent aux dimensions agricoles, pastorales ou climatiques, sans creuser les liens entre gouvernance, valorisation des ressources et développement local.

C'est cette lacune que cette recherche cherche à combler, en appliquant au Djoloff les outils de l'économie territoriale afin de proposer une lecture d'ensemble de ses ressources, de ses contraintes et de ses leviers de développement, et d'identifier, à partir de là, des stratégies pour renforcer sa résilience économique et sa compétitivité.

3. Cadre théorique

3.1. Fondements théoriques de l'économie territoriale

Cette recherche s'inscrit avant tout dans le champ de l'**économie territoriale**, un courant qui ne réduit pas le territoire à un simple espace géographique mais y voit une construction sociale, économique et institutionnelle, issue des interactions entre acteurs locaux. Dans cette optique, un territoire se développe dans la mesure où il sait identifier, mobiliser et valoriser ce qui lui est propre pour créer durablement de la valeur.

Pour **Bernard Pecqueur (2005 ; 2013)**, le territoire est un construit collectif : ses ressources ne deviennent productives qu'à travers des processus de coordination, d'innovation et de gouvernance. Elles ne sont donc jamais données a priori, elles se révèlent et se construisent par l'action collective des acteurs publics, privés et communautaires. Cette lecture prend tout son sens dans les territoires ruraux africains, où les ressources naturelles, les savoir-faire locaux et le patrimoine culturel constituent autant de facteurs de développement potentiels, encore largement inexploités.

Dans la continuité de ces travaux, **Courlet (2008)** montre que le développement territorial tient à la mobilisation coordonnée des ressources locales et à la capacité de chaque territoire à se forger des avantages compétitifs qui lui sont propres. Le développement ne dépend donc plus

seulement de la disponibilité des facteurs de production, mais aussi de la qualité des interactions entre acteurs et de leur capacité à porter des projets collectifs.

Torre (2015) rejoint cette lecture : à ses yeux, le développement territorial procède de la coopération, de la proximité entre acteurs et de l'innovation territoriale. Les mécanismes de coordination réduisent les coûts de transaction, favorisent l'apprentissage collectif et renforcent, in fine, la compétitivité des territoires.

3.2. La théorie de la gouvernance territoriale

Le second pilier théorique de cette recherche est celui de la **gouvernance territoriale**.

Elinor Ostrom (1990) a montré que la gestion durable des ressources communes dépend d'abord de la capacité des communautés à se doter de règles collectives, à instaurer des mécanismes de coopération et à assurer un contrôle partagé de ces ressources.

Douglass North (1990), quant à lui, voit dans les institutions un moyen de réduire l'incertitude économique en structurant les interactions entre agents : des institutions efficaces améliorent le climat des affaires, encouragent l'investissement et soutiennent la croissance.

Rodrik (2004) prolonge cette réflexion en rattachant largement la performance économique des territoires à la qualité de leurs institutions et de leur gouvernance publique. Les politiques de développement local ont d'autant plus de chances de réussir qu'elles s'appuient sur des institutions inclusives, transparentes et capables de coordonner les différents acteurs.

Transposée au Djoloff, cette grille de lecture suggère que les ressources territoriales ne porteront pleinement leurs fruits qu'à condition d'une gouvernance locale efficace, capable de faire travailler ensemble collectivités territoriales, organisations communautaires, opérateurs économiques et partenaires au développement.

3.3. L'approche par les capacités et le développement durable

Le troisième pilier théorique de cette recherche est l'**approche par les capacités**, développée par **Amartya Sen (1999)**.

Pour Sen, le développement ne se réduit pas à la croissance économique : c'est un processus d'élargissement des libertés réelles dont disposent les individus pour mener la vie qu'ils souhaitent. Les politiques de développement doivent donc chercher à renforcer les capacités des populations, en améliorant leur accès à l'éducation, à la santé, aux infrastructures, au financement et aux opportunités économiques.

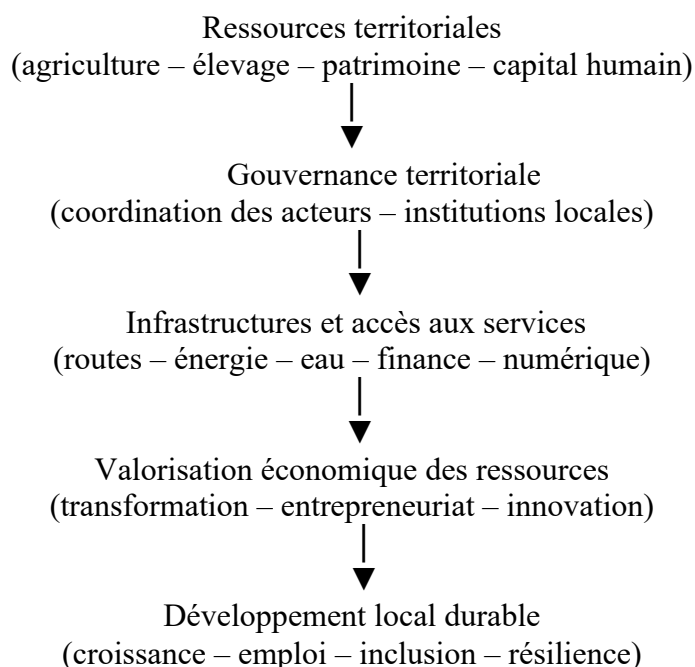
Cette grille de lecture éclaire particulièrement le cas du Djoloff : la valorisation des ressources territoriales ne portera ses fruits dans la durée que si elle s'accompagne d'un renforcement du

capital humain, de l'entrepreneuriat local et d'une meilleure inclusion économique des jeunes et des femmes.

Il faut y ajouter les principes du développement durable posés par le **Rapport Brundtland (1987)** : toute stratégie territoriale doit concilier efficacité économique, équité sociale et préservation des ressources naturelles, un équilibre d'autant plus indispensable dans un territoire sahélien exposé aux effets du changement climatique.

3.4. Modèle conceptuel de la recherche

À partir de ces trois fondements théoriques, l'étude s'appuie sur un modèle conceptuel qui met en relation les ressources territoriales, la gouvernance, les infrastructures et les capacités locales.



Ce schéma rappelle une évidence trop souvent oubliée : les ressources territoriales ne débouchent pas automatiquement sur du développement. Leur transformation en richesse passe par des mécanismes intermédiaires, la qualité de la gouvernance, des infrastructures adaptées et la capacité des acteurs à coopérer entre eux.

3.5. Positionnement du modèle dans cette recherche

Ce cadre théorique conduit à considérer que le développement local du Djoloff résulte de l'interaction entre quatre dimensions complémentaires :

- **les ressources territoriales**, qui constituent le potentiel de développement ;
- **la gouvernance locale**, qui organise la mobilisation de ces ressources ;
- **les infrastructures et les institutions**, qui créent un environnement favorable à l'investissement et à l'entrepreneuriat ;

- **les capacités des populations**, qui permettent de transformer les ressources en opportunités économiques.

4. Méthodologie

4.1. Positionnement épistémologique

Cette recherche adopte une approche **qualitative exploratoire** pour analyser les dynamiques de développement local à l'œuvre dans le Djoloff. Dans la mesure où la problématique vise avant tout à comprendre les interactions entre ressources territoriales, gouvernance et stratégies de développement, une démarche qualitative paraissait la plus adaptée.

Sur le plan épistémologique, l'étude se situe dans un **paradigme positiviste aménagé** (Miles & Huberman, 2003 ; Thiétart, 2014) : on y admet l'existence d'une réalité observable, tout en reconnaissant que son analyse passe nécessairement par une interprétation rigoureuse de données issues de sources diverses. Ce positionnement permet de rester aussi objectif que possible dans la description du territoire, sans pour autant ignorer la complexité des phénomènes socioéconomiques étudiés.

Ce choix répond aussi à une recommandation des évaluateurs, qui invitaient à préciser le paradigme scientifique mobilisé dans l'étude.

4.2. Type de recherche

Il s'agit d'une **recherche qualitative exploratoire à visée descriptive et analytique**.

Elle poursuit un double objectif :

- produire un diagnostic territorial du Djoloff ;
- identifier les principaux leviers susceptibles de favoriser un développement local durable.

Il ne s'agit donc pas de tester statistiquement des relations causales, mais bien de comprendre les mécanismes qui expliquent pourquoi les ressources territoriales sont valorisées, ou ne le sont pas.

4.3. Terrain d'étude

Le terrain de cette recherche est le **territoire du Djoloff**, situé dans la région de Louga, au nord du Sénégal, un choix que justifient plusieurs caractéristiques du territoire :

- une forte vocation agro-pastorale ;
- une importante population rurale ;
- des ressources naturelles et culturelles diversifiées ;
- des contraintes liées au climat sahélien ;

- des défis persistants en matière d'infrastructures, d'accès aux services et de développement économique.

Ce choix tient aussi au caractère représentatif du Djoloff, qui cristallise, à bien des égards, les enjeux de développement local propres aux zones sahéliennes du Sénégal.

4.4. Sources des données

L'étude repose exclusivement sur des **données secondaires**, issues de sources institutionnelles et scientifiques.

Les principales sources mobilisées sont :

- les publications de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) ;
- les rapports de l'Agence nationale de l'aménagement du territoire (ANAT) ;
- les documents du Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération ;
- les rapports de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement, du PNUD et de la FAO ;
- les plans de développement territoriaux ;
- les publications scientifiques nationales et internationales portant sur le développement territorial, l'économie rurale, la gouvernance locale et les territoires sahéliens.

La triangulation documentaire, en confrontant plusieurs sources entre elles, permet d'améliorer la fiabilité des informations retenues.

4.5. Méthode de collecte des données

Les données ont été recueillies à travers une **analyse documentaire systématique**.

La sélection des documents a reposé sur quatre critères :

- la pertinence par rapport à la problématique de recherche ;
- la crédibilité des institutions productrices ;
- l'actualité des données disponibles ;
- leur complémentarité avec les autres sources mobilisées.

Cette démarche a permis de constituer une base documentaire suffisamment riche pour analyser les caractéristiques économiques et territoriales du Djoloff.

4.6. Méthode d'analyse

Les données recueillies ont fait l'objet d'une **analyse qualitative de contenu**, inspirée des travaux de Bardin (2013).

Cette analyse s'est déroulée en plusieurs étapes :

1. collecte et classement des documents ;
2. lecture approfondie et codification des informations ;

3. regroupement des données par thèmes (ressources territoriales, gouvernance, infrastructures, contraintes, opportunités) ;
4. comparaison des résultats avec la littérature scientifique ;
5. interprétation des résultats à la lumière du cadre théorique.

Cette méthode a permis de repérer convergences et divergences entre les sources, et de construire ainsi une analyse cohérente des dynamiques territoriales.

4.7. Validité et fiabilité de la recherche

Afin de renforcer la robustesse scientifique de l'étude, plusieurs précautions méthodologiques ont été prises :

- diversification des sources documentaires ;
- triangulation des données institutionnelles et scientifiques ;
- confrontation systématique des résultats avec les principaux travaux de la littérature ;
- mobilisation d'un cadre théorique reconnu en économie territoriale.

Ces précautions contribuent, ensemble, à renforcer la crédibilité et la validité des résultats présentés.

4.8. Limites de l'étude

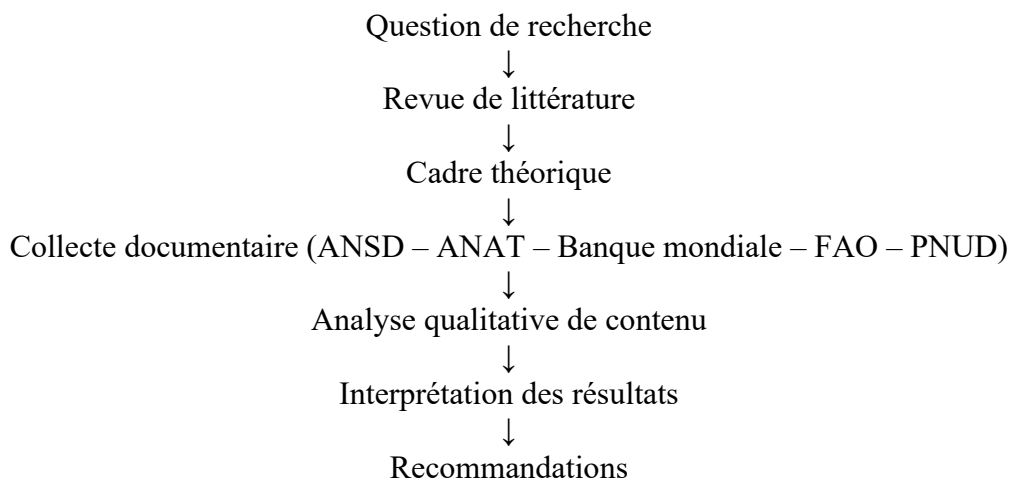
Cette recherche présente certaines limites.

D'abord, elle repose exclusivement sur des données secondaires : faute d'enquête de terrain, les perceptions des acteurs locaux n'ont pas pu être recueillies directement.

Ensuite, certaines statistiques relatives au Djoloff restent peu actualisées, ou agrégées à l'échelle départementale, ce qui limite la précision de certaines analyses.

Enfin, les recommandations avancées ici gagneraient à être confrontées, dans de futurs travaux, à des entretiens, des enquêtes auprès des ménages et des analyses quantitatives.

Figure 1. Démarche méthodologique



5. Résultats et discussion

5.1. Un territoire disposant d'importantes ressources de développement

L'analyse révèle un potentiel économique réel, porté par la complémentarité des ressources naturelles, humaines et culturelles du territoire. L'élevage reste l'activité dominante, appuyé sur un cheptel important et un savoir-faire pastoral transmis de génération en génération. À cette vocation pastorale s'ajoutent des cultures adaptées au climat sahélien : arachide, mil, niébé et autres spéculations pluviales.

Le territoire dispose aussi d'un patrimoine historique et culturel qui reste sous-exploité : l'histoire de l'ancien royaume du Djoloff, les traditions pastorales et les manifestations culturelles pourraient nourrir un tourisme culturel et les activités économiques qui en découlent. Ce constat rejoint les analyses de Pecqueur (2005) : les ressources territoriales ne se limitent jamais aux seules ressources naturelles, elles englobent aussi les patrimoines historiques, les savoir-faire et les actifs immatériels, potentiellement sources d'avantages compétitifs durables.

5.2. Les contraintes structurelles limitent la valorisation des ressources

Ces atouts ne suffisent cependant pas : plusieurs contraintes continuent de freiner le développement économique du Djoloff.

La première tient aux infrastructures : réseau routier insuffisant, accès à l'eau difficile, électrification rurale limitée, capacités de stockage réduites, autant de déficits qui pèsent sur la compétitivité des activités productives, alourdissent les coûts de transaction et compliquent la transformation locale.

L'accès aux services financiers pose un second problème de taille. Les petites exploitations agricoles et pastorales peinent à obtenir du crédit, ce qui limite leur capacité à moderniser leurs activités ou à monter des projets entrepreneuriaux.

À cela s'ajoute le changement climatique, qui accentue la vulnérabilité du territoire : variabilité des pluies, dégradation des pâturages et épisodes de sécheresse pèsent directement sur les systèmes de production.

Ces constats recourent ceux de la Banque mondiale (2023) et de la Banque africaine de développement (2024), qui identifient précisément le déficit d'infrastructures et l'accès limité au financement comme des freins majeurs au développement des territoires ruraux africains.

5.3. La gouvernance territoriale : un levier encore insuffisamment mobilisé

Les acteurs institutionnels du Djoloff disposent d'un réel potentiel pour impulser le développement local, mais leur coordination reste, dans les faits, limitée.

Collectivités territoriales, services déconcentrés de l'État, organisations de producteurs et partenaires techniques interviennent trop souvent chacun de leur côté, sans grande articulation entre leurs stratégies respectives. Cette fragmentation nuit à l'efficacité des politiques publiques et prive les acteurs des synergies qu'ils pourraient construire ensemble.

Ce constat confirme ce que montrait déjà Ostrom (1990) : la gestion efficace des ressources territoriales suppose des mécanismes de gouvernance collaborative fondés sur la coopération, la confiance et la participation réelle des acteurs locaux.

5.4. La diversification économique comme facteur de résilience

Le développement du Djoloff, montrent aussi les résultats, ne peut reposer sur les seules activités pastorales traditionnelles.

Transformation agroalimentaire, valorisation des produits d'élevage, entrepreneuriat des jeunes et des femmes, services numériques, tourisme culturel : autant de pistes de diversification qui pourraient renforcer la résilience économique du territoire.

Elle permettrait, dans le même mouvement, d'augmenter la valeur ajoutée locale, de créer des emplois et de réduire la dépendance du territoire aux aléas climatiques.

Ce constat fait écho aux travaux de Porter (1998), pour qui la diversification des activités et l'organisation de chaînes de valeur territorialisées sont des leviers reconnus de compétitivité pour les économies locales.

5.5. Discussion des résultats

L'ensemble de ces résultats converge vers un même constat : le développement du Djoloff dépend moins de la disponibilité de ses ressources que de la capacité de ses acteurs à les valoriser. Ce constat rejoint les approches de l'économie territoriale, pour qui les ressources ne créent de la richesse que lorsqu'elles s'inscrivent dans un système de gouvernance qui fonctionne (Pecqueur, 2005 ; Courlet, 2008).

Les insuffisances observées en matière d'infrastructures et de financement viennent également corroborer les analyses de North (1990) et de Rodrik (2004), pour qui la qualité des institutions demeure l'un des déterminants majeurs du développement économique.

La place accordée au capital humain et à l'entrepreneuriat rejoint, de son côté, l'approche par les capacités de Sen (1999), qui souligne le rôle central des compétences, de l'éducation et des libertés économiques dans tout processus de développement.

Enfin, ces résultats plaident pour des politiques publiques territorialisées, adaptées aux spécificités locales, dans la lignée des recommandations de Barca, McCann et Rodríguez-Pose

(2012) en faveur d'un développement fondé sur les caractéristiques propres de chaque territoire (place-based development).

Contribution scientifique de l'article

Cette recherche apporte, en définitive, une triple contribution à la littérature sur le développement territorial. Elle propose une analyse intégrée des interactions entre ressources territoriales, gouvernance locale et développement économique, appliquée à un territoire, le Djoloff, resté jusqu'ici à la marge de la recherche. Elle montre, à partir des outils de l'économie territoriale, que les ressources locales ne deviennent des facteurs de développement qu'à travers des mécanismes de coordination institutionnelle, de valorisation économique et d'investissement dans le capital humain. Elle débouche enfin sur des recommandations opérationnelles, susceptibles d'orienter les politiques publiques et les stratégies des collectivités territoriales vers un développement local plus durable dans les territoires sahéliens du Sénégal.

6. Vérification des hypothèses de recherche

Les résultats présentés ci-dessus permettent à présent d'évaluer les hypothèses formulées au début de cette recherche.

Hypothèse générale

La valorisation durable des ressources territoriales du Djoloff dépend de l'amélioration de la gouvernance locale, du renforcement des infrastructures économiques et sociales, ainsi que d'une meilleure coordination entre les acteurs publics, privés et communautaires.

Les résultats confirment, dans l'ensemble, cette hypothèse générale. Le Djoloff dispose de ressources territoriales nombreuses et diversifiées, mais leur contribution au développement reste bridée par des contraintes institutionnelles, infrastructurelles et organisationnelles.

Hypothèse spécifique H1

Les déficits d'infrastructures limitent la valorisation des ressources territoriales.

Hypothèse validée. Les insuffisances en matière de transport, d'énergie, d'eau et de stockage réduisent bel et bien les capacités de production, de transformation et de commercialisation du territoire.

Hypothèse spécifique H2

La faiblesse de la gouvernance territoriale freine le développement local.

Hypothèse validée. L'étude met au jour une coordination insuffisante entre les acteurs et une gouvernance qui reste peu intégrée.

Hypothèse spécifique H3

L'amélioration de l'accès au financement et aux marchés favorise le développement des activités économiques locales.

Hypothèse validée. Les difficultés d'accès au crédit et aux circuits de commercialisation constituent bien un frein majeur à l'investissement et à l'entrepreneuriat local.

Hypothèse spécifique H4

Une stratégie territoriale intégrée favorise un développement local durable.

Hypothèse validée. Tout indique que la combinaison d'investissements dans les infrastructures, de renforcement de la gouvernance, de soutien à l'entrepreneuriat et de valorisation des ressources locales reste la voie la plus prometteuse pour le développement du Djoloff.

Tableau 1. Diagnostic des ressources territoriales du Djoloff

Catégorie de ressources	Principales composantes	Potentiel de développement
Ressources naturelles	Terres agro-pastorales, pâturages, ressources hydriques saisonnières	Développement de l'agriculture, de l'élevage et des chaînes de valeur agro-pastorales
Ressources humaines	Population jeune, savoir-faire pastoral, entrepreneuriat local	Renforcement du capital humain, innovation et création d'entreprises
Ressources économiques	Élevage, agriculture pluviale, commerce local, artisanat	Diversification économique et création d'emplois
Ressources culturelles	Patrimoine historique du Djoloff, traditions pastorales, patrimoine immatériel	Développement du tourisme culturel et valorisation de l'identité territoriale
Ressources institutionnelles	Collectivités territoriales, services déconcentrés, organisations communautaires	Amélioration de la gouvernance territoriale et de la coordination des acteurs

Source : Élaboration de l'auteur à partir des données de l'ANSD, de l'ANAT et de la littérature scientifique.

Tableau 2. Principales contraintes au développement local du Djoloff

Contraintes	Manifestations	Conséquences sur le développement
Déficit d'infrastructures	Routes, énergie, eau, stockage	Hausse des coûts de production et faible attractivité économique
Faible accès au financement	Difficultés d'accès au crédit et aux services financiers	Limitation des investissements et de l'entrepreneuriat
Changement climatique	Sécheresses, variabilité des précipitations, dégradation des pâturages	Baisse de la productivité agricole et pastorale
Gouvernance insuffisamment coordonnée	Faible coordination entre acteurs publics et privés	Dispersion des initiatives et faible efficacité des politiques
Transformation locale limitée	Faible valorisation des productions agricoles et pastorales	Perte de valeur ajoutée et faible création d'emplois

Source : Élaboration de l'auteur

Tableau 3. Vérification des hypothèses de recherche

Hypothèses	Résultats obtenus	Niveau de validation
H1 : Les déficits d'infrastructures limitent le développement territorial.	Les infrastructures demeurent insuffisantes et réduisent la compétitivité du territoire.	Validée
H2 : La gouvernance territoriale influence la valorisation des ressources locales.	La coordination institutionnelle reste insuffisante malgré l'existence de nombreux acteurs.	Validée
H3 : L'amélioration de l'accès au financement stimule les activités économiques.	Les difficultés d'accès au crédit constituent un frein majeur aux investissements.	Validée
H4 : Une stratégie territoriale intégrée favorise un développement durable.	Les résultats montrent l'importance d'une approche coordonnée mobilisant l'ensemble des acteurs.	Validée

Source : Résultats de l'étude.

Tableau 4. Axes stratégiques pour le développement local du Djoloff

Axe stratégique	Actions prioritaires	Acteurs concernés
Gouvernance territoriale	Renforcer la concertation entre collectivités, services techniques et organisations communautaires	État, collectivités territoriales, partenaires techniques
Infrastructures	Développer les routes, l'électrification, les infrastructures hydrauliques et numériques	État, collectivités, partenaires financiers
Agriculture et élevage	Moderniser les systèmes de production, améliorer les chaînes de valeur et promouvoir la transformation locale	Producteurs, coopératives, secteur privé
Entrepreneuriat	Faciliter l'accès au financement et accompagner les jeunes et les femmes entrepreneurs	Banques, ADEPME, DER/FJ, collectivités
Développement durable	Promouvoir la gestion durable des ressources naturelles et l'adaptation au changement climatique	Collectivités, ONG, organisations paysannes

Source : Proposition de l'auteur.

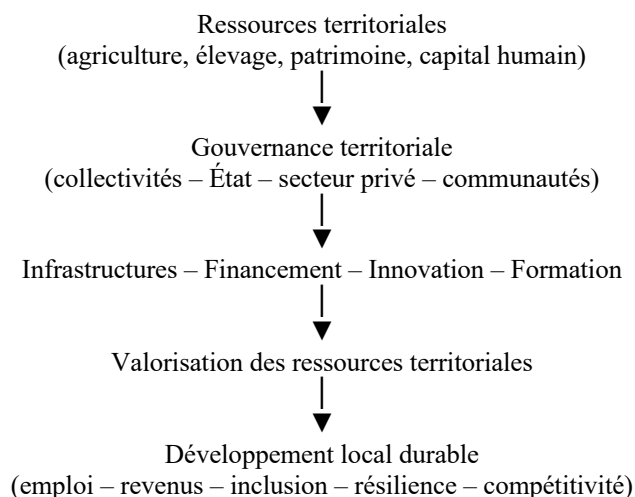


Tableau 5. Comparaison des résultats de l'étude avec la littérature

Auteurs	Principales conclusions de la littérature	Résultats obtenus dans le Djoloff	Apport de cette recherche
Pecqueur (2005 ; 2013)	Les ressources territoriales deviennent créatrices de valeur lorsqu'elles sont valorisées collectivement.	Le Djoloff possède des ressources importantes mais insuffisamment valorisées en raison de contraintes institutionnelles et infrastructurales.	Confirmation de la théorie dans le contexte d'un territoire sahélien et sénégalais.
Courlet (2008)	Le développement territorial repose sur la coordination des acteurs locaux.	La gouvernance locale demeure fragmentée et limite les synergies entre les institutions.	Mise en évidence du besoin d'une gouvernance territoriale intégrée.
Ostrom (1990)	La coopération entre acteurs améliore la gestion des ressources communes.	Les mécanismes de concertation restent limités entre collectivités, producteurs et partenaires.	Importance de renforcer les dispositifs de gouvernance participative.
North (1990)	Les institutions influencent les performances économiques.	Les déficits institutionnels et les faibles capacités locales freinent les investissements.	Confirmation du rôle des institutions dans le développement territorial.
Sen (1999)	Le développement dépend du renforcement des capacités humaines.	Les jeunes et les femmes disposent d'un potentiel important mais rencontrent des difficultés d'accès au financement, à la formation et aux marchés.	Nécessité d'investir dans le capital humain et l'inclusion économique.
Barca, McCann & Rodríguez-Pose (2012)	Les politiques de développement doivent être adaptées aux spécificités des territoires (<i>place-based development</i>).	Les politiques standardisées répondent imparfaitement aux besoins du Djoloff.	Plaidoyer pour une stratégie territoriale différenciée et contextualisée.

Source : Élaboration de l'auteur à partir de la littérature et des résultats de l'étude.

Conclusion

Cette recherche visait à comprendre à quelles conditions les ressources territoriales du Djoloff pourraient être mieux valorisées, et à identifier les principaux leviers d'un développement local durable. En croisant les apports de l'économie territoriale, de la gouvernance locale et de l'approche par les capacités, l'étude a mis en évidence que le développement d'un territoire ne tient pas qu'à la disponibilité de ses ressources naturelles : il dépend tout autant de la qualité de ses institutions, de la coordination entre ses acteurs et de sa capacité à transformer ses ressources en véritables opportunités économiques.

Le Djoloff dispose d'atouts réels : un potentiel agro-pastoral significatif, un patrimoine historique et culturel riche, un capital humain jeune. Mais ces ressources restent sous-valorisées, prises dans des contraintes structurelles qui perdurent, déficits d'infrastructures, accès difficile au financement, changement climatique, faible transformation locale des productions, coordination encore insuffisante entre acteurs publics et privés.

L'analyse confirme les hypothèses formulées au départ : l'amélioration de la gouvernance territoriale, le renforcement des infrastructures économiques et sociales, la diversification des activités productives et un meilleur accès aux services financiers apparaissent comme des conditions essentielles pour renforcer la compétitivité et la résilience du Djoloff. Ces conclusions rejoignent les travaux de Pecqueur (2005, 2013), Courlet (2008), Ostrom (1990), North (1990) et Sen (1999), qui soulignent tous, chacun à sa manière, le rôle déterminant des ressources territoriales, des institutions et des capacités humaines dans les processus de développement.

Sur le plan théorique, cette recherche enrichit les travaux sur l'économie territoriale en proposant une lecture intégrée des interactions entre ressources locales, gouvernance et développement, appliquée à un territoire sahélien resté à l'écart de la recherche. Elle montre aussi que les politiques de développement local gagnent à s'appuyer sur une approche territorialisée, attentive aux spécificités économiques, sociales, culturelles et environnementales propres au Djoloff. Sur un plan plus pratique, les recommandations qui en découlent tracent des pistes d'action pour les collectivités territoriales, les services de l'État, les organisations professionnelles et les partenaires techniques et financiers, dans la perspective d'un développement plus inclusif, durable et résilient.

Cette étude comporte cependant ses limites. Fondée principalement sur une analyse documentaire et des données secondaires, elle ne permet pas de saisir pleinement les

perceptions et les stratégies des acteurs locaux. L'absence d'enquête de terrain limite en outre la possibilité d'évaluer quantitativement les relations entre les variables étudiées.

Ces limites tracent autant de perspectives pour de futurs travaux. Des enquêtes auprès des ménages, des producteurs, des élus locaux et des organisations communautaires permettraient de mieux comprendre les mécanismes de gouvernance territoriale et de mesurer l'impact réel des politiques publiques. Une comparaison avec d'autres territoires ruraux du Sénégal ou de l'espace sahélien aiderait, par ailleurs, à identifier ce qui fait réussir ou échouer les stratégies territoriales, et donnerait plus de portée aux résultats obtenus ici.

En définitive, l'avenir du Djoloff dépendra de la capacité de ses acteurs à construire une gouvernance territoriale inclusive, à valoriser ses ressources de façon innovante et à porter des politiques publiques réellement adaptées à ses réalités. Le territoire ne devrait plus être pensé comme un simple espace administratif, mais comme un véritable levier de création de richesse, d'innovation et de cohésion sociale, au service d'un développement local qui tienne dans la durée.

Bibliographie

African Development Bank. (2024). *African Economic Outlook 2024*. Abidjan.

Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD). (2023). *Situation économique et sociale du Sénégal*. Dakar.

Agence Nationale de l'Aménagement du Territoire (ANAT). (2023). *Rapport sur l'aménagement du territoire au Sénégal*. Dakar.

Aydalot, P. (1986). *Milieus innovateurs en Europe*. GREMI.

Banque africaine de développement. (2024). *Perspectives économiques en Afrique 2024*. Abidjan.

Banque mondiale. (2023). *Senegal Country Economic Memorandum: Harnessing Territorial Development*. Washington, DC.

Banque mondiale. (2024). *World Development Indicators 2024*. Washington, DC.

Barca, F., McCann, P., & Rodríguez-Pose, A. (2012). The case for regional development intervention: Place-based versus place-neutral approaches. *Journal of Regional Science*, 52(1), 134–152.

Bardin, L. (2013). *L'analyse de contenu* (2e éd.). Presses Universitaires de France.

Benko, G., & Lipietz, A. (1992). *Les régions qui gagnent*. Presses Universitaires de France.

Brundtland, G. H. (1987). *Our Common Future*. Oxford University Press.

- Courlet, C. (2008). *L'économie territoriale*. Presses Universitaires de Grenoble.
- FAO. (2023). *The State of Food and Agriculture 2023*. Rome.
- FAO. (2024). *Regional Overview of Food Security and Nutrition in Africa*. Rome.
- Miles, M. B., Huberman, A. M., & Saldaña, J. (2014). *Qualitative Data Analysis* (3rd ed.). Sage.
- North, D. C. (1990). *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*. Cambridge University Press.
- OECD. (2022). *Rural Well-being: Geography of Opportunities*. Paris.
- Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE). (2023). *Perspectives économiques en Afrique de l'Ouest*. Paris.
- Ostrom, E. (1990). *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*. Cambridge University Press.
- Pecqueur, B. (2005). Le développement territorial : une nouvelle approche des processus de développement pour les économies du Sud. *Mondes en Développement*, 33(131), 11–25.
- Pecqueur, B. (2013). *Le développement territorial : une réponse émergente à la mondialisation*. Éditions Charles Léopold Mayer.
- Porter, M. E. (1998). *Clusters and the New Economics of Competition*. *Harvard Business Review*, 76(6), 77–90.
- Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). (2024). *Human Development Report 2023/2024*. New York.
- Rodríguez-Pose, A. (2020). Institutions and the fortunes of territories. *Regional Science Policy & Practice*, 12(3), 371–386.
- Rodrik, D. (2004). *Industrial Policy for the Twenty-First Century*. Harvard University.
- Sen, A. (1999). *Development as Freedom*. Oxford University Press.
- Thiétart, R. A. (2014). *Méthodes de recherche en management* (4e éd.). Dunod.
- Torre, A. (2022). Territorial governance and sustainable development. *Regional Studies, Regional Science*, 9(1), 245–261.
- Torre, A., & Wallet, F. (2014). *Regional Development and Proximity Relations*. Edward Elgar.
- United Nations Environment Programme (UNEP). (2024). *Global Environment Outlook*. Nairobi.
- United Nations. (2023). *The Sustainable Development Goals Report 2023*. New York.
- United Nations. (2024). *World Social Report*. New York.
- World Bank. (2024). *Africa's Pulse*. Washington, DC.